

Unité bidépartementale Eure Orne  
Cité administrative - place Bonet  
CS 40020  
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 21/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SMIRTOM de la Région de l'Aigle**

Les Champs Rouges  
BP174 Saint Ouen sur Iton  
61300 Saint-Ouen-Sur-Iton

Références : 61-2025-100  
Code AIOT : 0005302584

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement SMIRTOM de la Région de l'Aigle implanté Les Champs Rouges BP174 Saint Ouen sur Iton 61300 Saint-Ouen-sur-Iton. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réactive pendant l'incendie d'un tas de compost.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMIRTOM de la Région de l'Aigle
- Les Champs Rouges BP174 Saint Ouen sur Iton 61300 Saint-Ouen-sur-Iton
- Code AIOT : 0005302584

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie du SMIRTOM de la région de L'Aigle, installée au lieu-dit Les Champs Rouges à Saint-Ouen-sur-Iton, est classée à autorisation pour la collecte de déchets dangereux (rubrique 2710-1) et à enregistrement pour la collecte de déchets non dangereux (rubrique 2710-2). Le site comporte également une installation de compostage sous le régime de la déclaration (rubrique 2780-1). De plus, le site comporte une installation de transit, soumise à déclaration pour les déchets en mélange (rubrique 2716) et les déchets triés (rubrique 2714).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il convient de noter que des eaux d'extinction ont été répandues y compris sur les limites du champ cultivé en bordure du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 18/09/2000, article R.512-69	Demande d'action corrective	1 mois
2	Stockage des matières	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 20.6	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Mode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 20.7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Gestion des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Utilisation du compost fabriqué	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 20.8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra réaliser des analyses pour s'assurer de l'innocuité du compost impacté par l'incendie. Le tas de compost dépassait des limites de la plateforme imperméabilisée et l'imperméabilité du bassin de confinement des eaux de la plateforme n'est pas garanti.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à <u>l'article L. 511-1</u> . Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le lundi 30 juin 2025 au soir, un incendie s'est déclaré dans le tas de compost situé sur la plateforme de la déchetterie de Saint-Ouen-sur-Iton. Le SMIOTM de l'Aigle, exploitant du site, a prévenu les services du SDIS. Il a été convenu avec les équipes d'intervention que le SMIRTOM procéderait aux actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Séparation et éloignement du compost non atteint par l'incendie (un tas d'environ 1500 m3 reste concerné par une combustion lente) ;</li><li>- Attaque du tas en combustion par un chargeur et étalement du compost en combustion pour son extinction par arrosage avec une tonne agricole ;</li><li>- Eloignement des balles de pailles présentes dans le champ adjacent au site et déchaumage de celui-ci sur une bande d'environ 30m autour du site ;</li><li>- Présence humaine 24h/24 sur le site pour surveillance.</li></ul> Ce mode opératoire a été mis en place jusqu'au jeudi 03 juillet, date à laquelle l'extinction totale a été constatée. L'exploitant n'a pas prévenu l'inspection des installations classées du sinistre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant doit mettre à jour ses procédures pour veiller à prévenir l'inspection des installations classées de tout incident ou accident.
L'exploitant devra transmettre un rapport d'accident selon le modèle du BARPI qui lui est transmis en même temps que le présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Stockage des matières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 20.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation de compostage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matières acceptées en application de l'article 20.4 devront être stockées sur la plateforme de compostage, dans des conditions limitant l'émanation d'odeurs.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il a été constaté que l'andain de compost dépassait les limites de la plateforme de compostage, notamment en limite Nord-Est du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra veiller à respecter strictement les limites de la plateforme de compostage. Il lui est conseillé de fractionner son andain, afin de limiter les conséquences en cas de départ d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 3 : Mode d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 20.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compostage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assurera un suivi des conditions de compostage. Ce suivi portera sur la température des matières en andains, le taux de matières sèches du compost, la pluviosité, les arrosages, etc. Ces données seront consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspecteur des installations classées les tableaux de suivi des derniers lots de compost.

<p>Ceux-ci comportent les dates de broyage et des mesures de températures effectuées les jeudi-vendredi-samedi de chaque semaine (un seul point de mesure enregistré).</p> <p>La fiche de suivi de lot ne comporte ni l'enregistrement des arrosages, ni le suivi du taux de matières sèches.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit compléter les cadres de sa fiche de suivi de lots et son renseignement, afin notamment de faire apparaître le taux de matières sèches du compost, la pluviosité, les arrosages.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Gestion des eaux d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales recueillies sur la plateforme de compostage seront recueillies avec les jus et orientées vers un bassin étanche de 850 m<sup>3</sup> (bassin n°2 sur le plan en annexe 2). Elles seront intégralement recyclées pour l'arrosage des tas de compost et ne conduiront à aucun rejet dans le milieu naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection (25/09/2024), il avait été constaté que l'exutoire présent sur le bassin de 850 m<sup>3</sup> qui confine les eaux pluviales et les potentielles eaux d'extinction de la plateforme de compostage avait été condamné au moyen d'un bouchon vissé. Lors de la présente inspection, il a été constaté que ce bouchon n'était plus présent (le niveau de l'eau restant largement inférieur à cet exutoire). De plus, il avait été demandé à l'exploitant de justifier sous deux mois que "les dispositions d'implantation du bassin de 850m<sup>3</sup> permettent de garantir l'absence de transferts par infiltration vers les eaux souterraines."</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié de l'étanchéité du bassin de 850 m<sup>3</sup>, qui ne possède pas de géomembrane.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit équiper le bassin de 850 m<sup>3</sup> d'une géomembrane ou, à défaut, justifier d'une mesure de perméabilité inférieure à 10<sup>-9</sup> m/s sur au moins 50cm des terrains sous-jacents. Le bouchon devra être remis en place sur l'exutoire (ou celui-ci devra être supprimé).</p> <p>A défaut de la te</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>

Proposition de délais : 2 mois

**N° 5 : Utilisation du compost fabriqué**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 20.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Compostage

**Prescription contrôlée :**

Les produits issus du compostage devront être conformes soit à la norme NF U 44-051 (amendements organiques), soit à la norme NF U 44-551 (support de culture), soit faire l'objet d'une autorisation de mise sur le marché (A.M.M.). A défaut, ils seront épandus dans des conditions qui seront définies après étude agro-pédologique des terrains susceptibles de les recevoir.

**Constats :**

Afin de déterminer les filières de valorisation ou d'élimination compatibles avec le compost impacté par l'incendie, l'exploitant doit fournir une analyse d'un échantillon de compost pour les paramètres HAP, dioxines, furanes, PCB (au minimum).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra adresser les résultats de ces analyses et faire valider la filière de gestion adapté du compost concerné par l'inspection des installations classées préalablement à toute évacuation du compost depuis le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite